

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://www.alger-republicain.com/LEGISLATIVES-2012-Projet-de.html>

LEGISLATIVES 2012 : Projet de programme électoral soumis à débat par un groupe de citoyens

- Actualité politique nationale -
Publication date: mardi 13 mars 2012

Description:

L'avenir des masses laborieuses et du pays n'a jamais été aussi préoccupant.

Les revenus pétroliers ne servent pas au développement d'une base économique productive, ? une véritable industrialisation et ? un véritable développement de l'agriculture.

Ils ne servent pas à l'amélioration des conditions de vie de ceux qui n'ont que leurs bras et leur cerveau pour vivre. Ces revenus profitent essentiellement ? une poignée de nouveaux riches, de nouveaux bourgeois, de nouveaux seigneurs de la terre et de la steppe, de barons de l'import. La nouvelle classe possédante s'est scandaleusement enrichie par la confiscation de ces revenus et l'exploitation féroce des travailleurs des villes et des

campagnes. Les revenus pétroliers servent aussi à faire prospérer les multinationales installées en Algérie dans les hydrocarbures, les banques, les assurances, les faux services, etc.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

PRÉAMBULE

L'avenir des masses laborieuses et du pays n'a jamais été aussi préoccupant.

Les revenus pétroliers ne servent pas au développement d'une base économique productive, à une véritable industrialisation et à un véritable développement de l'agriculture.

Ils ne servent pas à l'amélioration des conditions de vie de ceux qui n'ont que leurs bras et leur cerveau pour vivre. Ces revenus profitent essentiellement à une poignée de nouveaux riches, de nouveaux bourgeois, de nouveaux seigneurs de la terre et de la steppe, de barons de l'import. La nouvelle classe possédante s'est scandaleusement enrichie par la confiscation de ces revenus et l'exploitation féroce des travailleurs des villes et des campagnes. Les revenus pétroliers servent aussi à faire prospérer les multinationales installées en Algérie dans les hydrocarbures, les banques, les assurances, les faux services, etc.

La corruption massive, l'affairisme, la spéculation, la fraude fiscale, le refus de déclarer les travailleurs à la sécurité sociale, les bas salaires, les cadeaux fiscaux généreux accordés aux capitalistes, les trafics de toutes sortes sont les principales méthodes utilisées par cette nouvelle classe possédante pour accaparer les richesses du pays et s'ériger en classe dirigeante exerçant un contrôle de plus en plus étendu sur toutes les instances de décision politiques et économiques, locales, régionales et nationales.

Le chômage sévit à grande échelle et frappe surtout les jeunes alors que les immenses revenus pétroliers auraient permis de l'éradiquer en peu de temps si une politique d'industrialisation, fondée sur le secteur public en tant que colonne vertébrale de la relance du développement, avait été lancée. **Les travailleurs des usines, des champs et des chantiers de bâtiment sont au plus bas de l'échelle sociale.**

La richesse insolente d'une poignée d'heureux élus s'étale à un pôle. Son indice n'est pas l'investissement et la création de capitaux productifs mais **les palais, les voitures de luxe, les biens importés et l'argent déposé dans des comptes à l'étranger.**

A l'autre pôle, **la majorité du peuple vit au jour le jour, a du mal à faire face aux dépenses les plus courantes, à se vêtir correctement, se chauffer, se faire soigner, éduquer ses enfants, envisager l'avenir avec confiance et optimisme.** Inutile de dire que les mots « *arts, culture, loisirs, vacances et détente* » n'ont aucun sens pour la grande masse du peuple réduite au strict minimum physiologique.

Le fossé qui sépare ces deux pôles s'approfondit de façon insupportable à vue d'oeil.

L'État s'est transformé en instrument au service de la bourgeoisie et des plus riches. Les luttes politiques actuelles sont des luttes entre différents groupes de privilégiés. L'objet de leurs luttes n'est que la recherche de la part du lion dans le partage du butin. Les réformes édictées sans débat ces derniers mois n'ont qu'un seul but : renforcer la mainmise des exploités et des plus riches sur les destinées du pays.

Face à cette impasse, les travailleurs, les jeunes, les femmes, se battent tous les jours. Grâce à leurs luttes le pouvoir a été obligé de prendre des décisions en matière de logement par exemple. Mais il n'existe et ne peut exister aucune volonté de s'attaquer méthodiquement à la racine du mal, étant donné que dans le fond la doctrine des classes dirigeantes se résume dans le désengagement de l'État et le culte mystificateur de l'économie de marché. Le désengagement signifie en réalité abandon des masses à leur sort et soutien aux classes exploiteuses et aux plus riches que l'État gave de cadeaux fiscaux et financiers de toutes sortes. L'État se range systématiquement de leur côté et se dresse tout aussi systématiquement contre le peuple.

Le mécontentement touche toutes les catégories de travailleurs, tous ceux qui vivent honnêtement de leur travail manuel ou intellectuel.

Les puissances impérialistes, qui ont toujours appuyé les exploités et les affairistes algériens dans leur course pour le contrôle total du pouvoir, cherchent à exploiter le mécontentement interne pour émietter le pays, s'emparer de ses richesses pétrolières, réduire en esclavage les travailleurs et le peuple. Elles s'ingèrent ouvertement dans les affaires internes du pays. Au nom soi-disant de la défense des droits de l'homme et de la démocratie, elles montent de grandes opérations médiatiques mensongères pour justifier leurs ingérences en vue de placer à la tête des pays arabes, par exemple, des pantins dociles.

La grave crise du système capitaliste internationale les rend plus agressives et plus dangereuses, comme le montrent l'intervention de l'OTAN en Libye et les campagnes mensongères orchestrées depuis des mois contre la Syrie. Les puissances impérialistes suscitent de graves troubles au Sahel et prétendent ensuite prêter leurs concours dans la lutte contre les groupes terroristes qu'elles ont elles-mêmes formés et encouragés.

Elles exploitent l'incurie des pouvoirs locaux, et de notre propre pouvoir qui a délaissé les populations du sud, créant un terrain propice à la manipulation des jeunes de ces régions et notamment des Touaregs.

Le pays est en danger et nos dirigeants sont incapables de dire « *Stop !* » aux manœuvres de Madame Clinton ou de Sarkozy.

Les citoyens qui se regroupent autour de ce programme veulent présenter une alternative politique, économique et sociale, profonde et radicale pour sauver le pays de la catastrophe qui se dessine, jeter les bases du retour de l'État algérien à la devise qui a été au cœur de son fondement au lendemain de l'indépendance : un État démocratique et populaire véritable, un État dirigé par les représentants des masses laborieuses, les travailleurs, la paysannerie laborieuse, les couches sociales qui ne vivent que de leur travail manuel et intellectuel, un État de progrès à leur service exclusif.

Les candidats qui défendent ce programme ont pour devise : « *Servir et non se servir* ».

Ils s'engagent à représenter et à faire entendre la voix de la population laborieuse du pays, des travailleurs, de la paysannerie pauvre, des jeunes démunis, des intellectuels et cadres qui ne vivent que du fruit de leur travail, à défendre leurs intérêts et ceux du pays.

En un mot ils feront tout s'ils sont élus pour être les dignes représentants de ceux qui vivent à la sueur de leur front, pour agir afin que les lois du pays reflètent leurs aspirations, pour que le Parlement ne soit pas une caisse de résonance des capitalistes, des riches et des puissants, ni une chambre d'enregistrement chargée d'appliquer les recettes préconisées par les bourgeois et les multinationales pour satisfaire leur soif de profits. Ils veilleront à contrôler dans tous les domaines l'action de ceux qui nous dirigent afin que tout prétendant à l'exercice d'une responsabilité, à quelque niveau que ce soit, sache qu'il n'a aucun privilège ni aucune richesse à attendre ou à tirer de sa fonction mais qu'il doit se mettre au service exclusif de ceux grâce au travail desquels le pays vit, se développe et s'attire le respect mérité des autres peuples du monde.

Le pays a besoin par-dessus tout qu'il soit dirigé et représenté par des citoyens qui oeuvreront à éliminer la

hogra, l'arbitraire et l'abus de pouvoir, la corruption, les injustices sociales le favoritisme, le népotisme et le tribalisme. La démocratie doit devenir une réalité et non une vitrine trompeuse si l'on veut empêcher des scandales honteux comme ceux de Khalifa Bank, de la BCIA, de OTA, et briser les plans des aventuriers en quête de pillage des ressources du pays.

PROGRAMME

L'Algérie a accumulé depuis l'indépendance des atouts importants. Les nouveaux privilégiés les méprisent ou tentent de les sous-estimer pour justifier la course à l'enrichissement sur le dos du peuple. Ces atouts sont le savoir-faire industriel et agricole, la formation d'une importante main-d'oeuvre expérimentée, le potentiel économique créé mais saboté ou abandonné (sidérurgie, mécanique, électronique, hydrocarbures, etc.) et ses richesses naturelles.

L'Algérie dispose aujourd'hui d'immenses réserves de change. Mais elles sont stérilisées au lieu d'être engagées de façon raisonnable dans l'investissement productif base de tout développement réellement durable. Si une partie de cet argent était orientée vers le renouvellement des équipements de notre industrie et l'extension de ses capacités de production, de ses hôpitaux et de ses universités au lieu d'être placée dans des banques ou institutions étrangères, le chômage et la misère seraient éradiqués en peu de temps. L'Algérie serait remise sur les rails du développement et ses jeunes ne chercheraient plus leur bonheur à l'étranger.

C'est pourquoi les différents axes du programme que nous proposons forment un tout. Ils découlent d'une analyse rationnelle et nullement d'une approche démagogique tendue vers la recherche coûte que coûte de postes ou de fonctions lucratives au Parlement.

Ils peuvent être enrichis dans le cadre des débats avec les citoyens qui veulent que les choses changent réellement pour sortir le pays de l'impasse dans laquelle il est maintenu.

A/ Consacrer l'exercice des droits démocratiques de la population laborieuse :

- Revoir les lois et les règlements de façon à supprimer tout ce qui entrave la mobilisation démocratique des travailleurs et des masses laborieuses et l'exercice de la liberté d'expression, d'organisation et de réunion : loi sur les partis, sur les syndicats et les associations. La seule limite est d'empêcher l'utilisation de ces droits par ceux qui n'ont pour but que de les supprimer une fois arrivés au pouvoir.
- La fraude électorale doit être bannie : les électeurs doivent pouvoir assister au dépouillement des urnes et contrôler l'enregistrement des résultats.
- Les citoyens doivent pouvoir révoquer leurs représentants qui trahissent leur mandat ou s'en servent pour s'enrichir ou imposer des pratiques antidémocratiques.
- La télévision doit être ouverte sur les aspirations des citoyens et permettre les débats contradictoires.
- Les responsables doivent justifier de l'origine de leurs fortunes et tout bien mal acquis doit être confisqué par la nation.

- Les fonctionnaires qui abusent de leurs fonctions doivent être sévèrement sanctionnés.

B/ Relancer et protéger l'économie productive

- **La propriété de la Nation sur les hydrocarbures est irréversible et imprescriptible . La part de l'Etat dans toute association créée avec le capital étranger en vue de leur exploitation ne doit jamais être inférieure à 51%.**
- **Le secteur industriel public demeure le principal potentiel et atout économique du pays, notamment dans les secteurs stratégiques.** Ces secteurs sont le point de départ de la formation d'un tissu industriel intégré, base de l'indépendance économique de toute nation digne de ce nom. Mais ce secteur est l'objet depuis 30 ans d'un sabotage méthodique. Les « réformes » des années 1990 et les mesures dictées par le FMI et applaudies par la bourgeoisie algérienne ont achevé de plonger le pays dans une grave régression économique et intellectuelle. Les récentes mesures dites de « patriotisme économique » ne sont que de la poudre aux yeux.

Les privatisations n'ont pas eu seulement pour résultat de transférer le pouvoir économique et politique vers une minorité d'exploiteurs et de généraliser la misère et la détresse. Elles ont conduit surtout, quand elles ont profité à des sociétés étrangères et à leurs nouveaux féaux, les importateurs « *autochtones* », à hypothéquer la souveraineté du pays, à lui enlever la maîtrise de la décision concernant sa politique économique et son avenir.

L'Etat doit se réengager dans la sphère productive pour consolider et développer les branches industrielles et agricoles conditionnant l'indépendance économique du pays.

Ce réengagement doit être réalisé dans le cadre d'une stratégie de développement véritable et selon des méthodes nouvelles. Les gestionnaires du secteur public doivent être désignés sur la base des critères de compétence et d'honnêteté. Leur travail doit être apprécié à la lumière de contrats d'engagement, de la réalisation des objectifs fixés dans le cadre d'une planification scientifique démocratique et non bureaucratique. Le contrôle des résultats de la gestion du secteur public doit être effectué à la fois par les travailleurs et par les représentants de la nation, dans le respect de l'unité de direction de la gestion.

Une telle stratégie suscitera une mobilisation populaire surclassant celle que le pays a connue au lendemain de l'indépendance et jusqu'à la fin des années 1970. Elle rétablira l'esprit collectif tendu vers l'édification d'une société moderne débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, mettra fin à la course au profit aux dépens des créateurs de richesse, chassera les calculs égoïstes que le capitalisme a érigé en moyens et critères de réussite.

- Les usines fermées et qui peuvent jouer un rôle important dans une relance économique et sociale véritable doivent être rouvertes et modernisées. Les entreprises étrangères peuvent être associées quand cela est nécessaire, durant une période de transition, pour l'acquisition de technologies performantes. Mais l'Etat algérien doit conserver la majorité dans le capital de ces entreprises mixtes.
- Il faut encourager la production des biens d'équipement qui sont aujourd'hui importés. Les entreprises nationales doivent être pour cela incitées à coordonner leurs efforts, à réunir leur savoir-faire, leurs compétences techniques et leur potentiel productif. Des machines et équipements qui sont aujourd'hui importés peuvent être produits par l'Algérie. Il faut combattre le mépris affiché par les capitalistes, les importateurs et les corrompus pour nos capacités nationales. Il faut faire connaître ces capacités.

- Le secteur privé doit être limité et orienté prioritairement vers la production des biens de façon à réduire réellement la dépendance et le recours aux importations.
- **La production nationale des biens d'équipement, des moyens de production, des biens de consommation fondamentaux (tels que les céréales, le lait, les huiles, etc.) doit être protégée par une tarification douanière, une fiscalité et des subventions étudiées de manière à stimuler l'essor de la production nationale et améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs et des masses laborieuses.** L'Algérie doit se retirer de l'association avec l'Union européenne. Cette association n'est que le masque de nouvelles formes de domination destinées à bloquer un développement tendant à l'indépendance économique. Les négociations pour l'intégration de l'Algérie dans l'OMC doivent être suspendues. Tant que l'économie algérienne ne dégage pas d'excédents de biens industriels elle n'a aucun intérêt à cette intégration. Les seuls gagnants en seront les multinationales qui inondent le marché algérien.
- **La hausse du tarif de l'électricité doit être suspendue. La tarification actuelle est excessive.** Elle doit être revue de manière à alléger les charges des petits consommateurs, ainsi que des unités de production et sanctionner les gros consommateurs. Les projets de privatisation du secteur doivent être abandonnés. Ne doivent être tolérées que les petites productions dans les zones isolées. Les investissements pour l'extension du réseau de production et de distribution doivent être pris en charge par l'Etat. L'eau doit rester propriété de la nation et en aucun cas privatisée. La tarification de l'eau doit protéger le pouvoir d'achat des citoyens à revenu modeste mais frapper le gaspillage et la surconsommation.
- L'enseignement technique et la formation professionnelle doivent être étroitement liés aux besoins de la relance de la production industrielle et agricole. La réforme actuelle de l'enseignement technique ne sert pas l'intérêt national. Elle doit faire l'objet d'un débat démocratique. L'enseignement technique doit être réhabilité de toute urgence.

C/ Une santé et une école à la hauteur des besoins

- **L'Etat de nos hôpitaux est indigne d'un pays comme l'Algérie qui avait connu de grandes avancées dans ce domaine. Il faut mettre fin à l'abandon des structures hospitalières. Cet abandon est calculé pour justifier les privatisations sauvages et l'encouragement aux structures privées qui font des profits faramineux sur le dos des malades et de la sécurité sociale.** Un programme spécial doit être élaboré de façon urgente afin d'améliorer l'état de ces structures et la qualité des soins préventifs et curatifs prodigués aux citoyens sans discrimination. Les cliniques et hôpitaux doivent être dotés en équipement en rapport avec les besoins et les énormes moyens financiers de l'Etat. L'hygiène doit faire l'objet de contrôles permanents et sévères. L'accueil des malades doit être amélioré. La médecine, soins et médicaments, doit être totalement gratuite pour ceux dont les revenus sont inférieurs au SNMG.
- L'école est toujours "*sinistrée*" et des mesures urgents doivent être prises pour la sauver du désastre actuel :
- *Amélioration des conditions de travail des enseignants grâce en particulier à la réduction des effectifs par classe ;
- *Formation permanente des enseignants selon des modalités souples pour élever de façon constante le niveau de l'enseignement et la qualité de l'École ;
- *Combattre la tendance à la baisse du taux de scolarisation et du taux d'accès à l'enseignement secondaire due à la paupérisation. Rejet des projets qui remettent en cause le principe de la démocratisation de

l'enseignement depuis l'école primaire jusqu'à l'Université.

- Une réforme de l'École digne de ce nom doit viser à l'acquisition par l'élève d'un bon niveau de connaissance, de l'esprit rationnel critique, de l'ouverture sur la culture universelle humaniste.

D/ Mesures pour la femme :

- **Abrogation du Code de la famille et égalité juridique totale entre l'homme et la femme ;**
- Ouverture de crèches publiques en rapport avec les besoins énormes pour favoriser l'emploi féminin.

E/ Plus de justice sociale

- **Augmentation du SNMG en rapport avec les besoins fondamentaux incompressibles.**
- **Revalorisation des retraites et indexation sur le coût de la vie.**
- Institution d'une allocation chômage en relation avec le coût de la vie et d'une aide pour tous ceux qui n'ont pas de revenus.
- Institution d'une aide pour le loyer en faveur des locataires dont les revenus sont faibles, et notamment pour ceux dont le revenu est inférieur au SNMG.
- Lutte sans merci contre ceux qui ne déclarent pas leurs employés à la sécurité sociale. Sanctions exemplaires contre les patrons qui violent la législation sociale : libertés syndicales, droits à la sécurité sociale et à la retraite, congés payés, protection et prévention contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, formation, etc.
- Le recrutement sur la base de contrats à durée déterminée doit être banni là où la nature de l'activité ne le justifie pas.
- Les travailleurs salariés du secteur agricole doivent pouvoir jouir de leurs droits à la protection sociale. Les paysans riches qui les privent de ces droits doivent être sanctionnés.
- **Aide à la petite paysannerie et aux petits éleveurs : crédits accessibles, subvention des produits de base.**
- Aide aux élèves dont les parents ont de faibles revenus : pour l'acquisition de manuels scolaires, une tenue vestimentaire décente et le transport.
- Austérité sur les plus riches :
- *Mettre fin à la politique des cadeaux fiscaux de toutes sortes qui leur sont accordés et rejeter toute idée

d'amnistie fiscale pour les gros contribuables ;

- *Combattre la fraude fiscale, affichage public de la liste des contribuables et du montant de leur contribution fiscale ;
- *Impôt sur les grosses fortunes ;
- *Relèvement important des taxes douanières sur les produits de luxe.

F/ Une politique étrangère qui renoue avec les traditions de solidarité de l'Algérie avec les peuples en lutte contre toutes les formes de domination.

- **Rejet des ingérences des puissances impérialistes dans les affaires des peuples ;**
- Soutien à la lutte du peuple sahraoui, du peuple palestinien, du peuple irakien contre l'occupation américaine et de tous les peuples victimes de la domination impérialiste ;
- Soutien à la résistance des patriotes libyens contre l'occupation de leur pays par les puissances impérialistes soutenues par les traîtres du CNT à leur solde.
- Soutien au peuple syrien dans sa résistance face aux intrigues des puissances impérialistes et de leurs alliés intérieurs ;
- Soutien aux peuples d'Amérique latine dans leur combat pour se libérer de la tutelle US et à Cuba victime depuis 52 ans d'un embargo criminel.
- **Rejet des pressions visant à l'installation en Algérie de bases militaires étrangères ou de centres d'écoutes ou à des collaborations servant les politiques impérialistes de recolonisation des peuples ou de repartage du monde.**
- **Rejet de toute collaboration avec l'OTAN, bras armé de l'impérialisme et soutien du colonialisme français durant notre guerre de libération nationale.**

Mars 2012